

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 9 ET 16 JUIN 2002

de l'air pour la démocratie, ouvrons la fenêtre:



Renaud Favier

pour une majorité présidentielle ouverte

<http://membres.lycos.fr/renaudfavier/>



Madame, Monsieur,

La France
est votre, notre
grande entreprise.

**La France
est notre
grande
entreprise
commune**

**Mais votre
entreprise
est
engourdie**

**Les salariés
sont
inquiets et
pas écoutés**

**Personne ne
représente
les petits
actionnaires**

**Les pilotes
sont
déconnectés
et
déboussolés**

C'est une belle entreprise. Riche du courage et de l'imagination des femmes et des hommes du passé. Forte des hommes et des femmes du présent. Ouverte vers l'avenir.

Mais c'est une entreprise qui doute

- ❑ la comptabilité est opaque
- ❑ le règlement intérieur est ubuesque
- ❑ la maison-mère Europe nous absorbe

C'est une entreprise qui a peur

- ❑ les concurrents sont agiles, forts
- ❑ l'insécurité atteint personnel et locaux
- ❑ les gens s'inquiètent pour leur avenir

C'est une entreprise mal gérée

- ❑ on emprunte pour payer les salaires
- ❑ les investissements sont négligés
- ❑ la vision stratégique est inexistante

Une aristocratie dirigeante essouffée pilote à vue, coupée du reste du monde, décidant sans concertation de règles inapplicables ou contradictoires, plus préoccupée d'intrigues ou d'autosatisfaction mutuelle que de l'intérêt de la République et de ses citoyens.

Le changement se résume à la prise de pouvoir temporaire d'un clan contre l'autre.

Les postes à responsabilité sont réservés aux fidèles disciplinés. Peu de femmes, aucun jeune, aucun étranger, pas de société civile, pas d'idées, pas de respiration.

Les meilleurs éléments partent quand ils le peuvent. L'ancien numéro deux, dégoûté, a claqué la porte pour se retirer. Les plus cyniques profitent sans même avoir la décence de se cacher.

Le contrat du patron est en béton avec garantie absolue de l'emploi pour 5 ans.

**Vous êtes actionnaire,
ne démissionnez pas !**

Que ferait une entreprise sensée ?

Ou plutôt, qu'ont fait de grandes entreprises bureaucratiques qui s'asphyxiaient sous leur propre poids et qui ont réussi à se renouveler en construisant les bases d'un développement durable ? Les constructeurs automobiles qui gagnent, les PTT passées au téléphone mobile, le sidérurgiste en quasi faillite devenu leader européen,

Ces entreprises citoyennes ont ouvert une fenêtre du Conseil d'Administration, pour respirer un peu d'air frais et :

1. **évaluer** la situation sans tabou
2. **écouter** le personnel et le monde
3. **inventer** un chemin pour leur avenir
4. **avancer** avec détermination

Et recommencer, continuer à évaluer, à écouter, à inventer, à avancer en permanence pour leur survie, pour la prospérité de leurs actionnaires, mais surtout la sécurité de leur salariés, l'engagement de leurs hommes et femmes.

Qu'ont fait les dinosaures publics disparus et l'économie casino virtuelle ? Le contraire.

Que font nos institutions et nos partis politiques : le contraire.

Une autre voie est possible

Qu'est-ce que je propose ? De donner de l'air à la Démocratie. Simple citoyen concerné et préoccupé comme vous, j'ai :

- ❑ **évalué la situation : la Démocratie et la France respirent mal.**
- ❑ **écouté les gens : nous voulons une Démocratie de responsabilité plutôt qu'une délégation de pouvoir à une caste fermée et arrogante.**
- ❑ **inventé, ni idée miracle ni grand soir, mais un chemin pour protéger le Développement Durable de la Démocratie en France.**
- ❑ **avancé une candidature indépendante pour proposer aux citoyens de ma circonscription de participer à ce qui pourrait être un petit pas pour nous, mais un grand pas pour la Démocratie vivante et pour une France qui bouge.**

Je vous propose un vote utile ... à la Démocratie

Je vous propose un vote citoyen pour :

1. Avancer en soutenant la majorité présidentielle car le pays affronte des difficultés réelles et doit être gouverné efficacement sans procès d'intention ou chausse-trappes partisans. De grandes valeurs partagées ont été validées par le suffrage universel. Un entraîneur a été choisi pour mener la France. Il n'est plus temps de revenir sur cette décision. Il serait non-citoyen de tirer contre son camp. Refusant autant la cohabitation subie et stérile que le mariage forcé, **je propose une Union libre de Gouvernement, sans mauvais réflexes conditionnés.**

2. Evaluer la situation réelle du pays sans parti-pris idéologique et sur la base de toutes les informations disponibles. Dresser un bilan économique, mais aussi social, environnemental, moral, politique, humain... Mobiliser les énergies et les intelligences pour le faire en rendant vraiment publics (mise sur Internet) tous les rapports (Cour des Comptes, réponses aux questions parlementaires) disponibles. Nous avons des milliers de chercheurs et d'étudiants qui aimeraient des sujets de thèse utiles : rassemblons leurs intelligences pour faire un vrai rapport collectif de l'Etat de la Nation et de ses perspectives d'avenir. Quelques Députés motivés suffiront à piloter ce travail et **à diffuser sur Internet et dans la presse un tableau de bord semestriel de l'Etat de la Nation.**

3. Ecouter, dialoguer avec la société civile, les institutions publiques, les Universités, nos citoyens expatriés, mais aussi les jeunes pas encore en âge de voter mais dont l'engagement citoyen doit être encouragé plus d'une fois tous les 5 ans, en utilisant les moyens de communication interactive modernes (Internet, téléconférences) et en allant sur le terrain pour comprendre les attentes, confronter les points de vue sur la base d'informations validées et partagées en renonçant aux joutes partisans stériles. Parce que les grandes idées viennent souvent d'en-bas (le petit pense-bête

autocollant jaune a été inventé par hasard par un chercheur lambda). Parce qu'une équipe gagne plus souvent quand tout le monde joue à fond.

4. Inventer collectivement un projet d'avenir pour la France en fonction des contraintes (l'évaluation) et fondé sur les vraies attentes des citoyens (l'écoute), pas en fonction d'idées fixes du siècle dernier, de sondages d'opinion ou de facilités populistes. Ce chemin sera inventé avec les parlementaires qui oseront faire passer les idées avant les clivages politiques d'arrière-garde, les arrière-pensées partisans et les frilosités corporatistes. On peut rêver d'une Union Libre pour la Démocratie fondée sur un projet de refondation citoyenne, pas sur des calculs indignes de la République.

Votre voix peut ouvrir ... l'autre voie

Nous sommes 64 347 électeurs dans la 8^{ème} circonscription. Il n'y a pas de risque de séisme extrémiste dans cet arrondissement agréable, sans problème. D'après le 1^{er} tour de la présidentielle, nous sommes environ :

- 20 000 abstentionnistes et votes blancs
- 20 000 plutôt de droite, 20 000 de gauche
- 5 000 électeurs de l'extrême

Pour ouvrir la voie du 2nd tour, **il nous faut 8 044 voix ou arriver en 2^{nde} place.**

C'est possible. 21 candidats sont annoncés, cela peut déplacer les frontières.

Il suffit d'un(e) abstentionniste sur 3. Il suffit de ceux et celles qui avaient retrouvé le chemin du bureau de vote le 5 Mai.

Il suffit que certains électeurs de droite et de gauche soient fatigués de vivre la politique comme une guerre de religion et de laisser l'idéologie être à la pensée ce que le racisme est aux hommes, une indignité et une bêtise.

Il suffit que certains citoyens se souviennent que Lech Walesa n'était qu'un ouvrier de Gdansk, se rappellent que Nelson Mandela n'était qu'un prisonnier politique ordinaire.

J'y crois comme Jean-Pierre Raffarin qui disait à des jeunes du Havre le 17 Mai : « il n'y a pas de citadelles imprenables, il n'y a que des citadelles mal attaquées ».

Soutenir librement l'action du Président

Dresser un vrai tableau de bord de l'Etat de la France

Faire germer la concertation permanente

Pour un Développement Démocratique Durable

Un exemple concret d'action

S'affranchir du prêt-à-penser

Une approche sans parti-pris sur la Solidarité française en Indonésie

J'ai travaillé entre 1993 et 1998 sur la réforme de l'aide publique française aux pays en développement (faire mieux, avec moins si possible, au profit de pays démocratiques et de projets utiles, évaluer toujours, lutter contre la corruption), en participant également aux négociations de dette des pays pauvres en Club de Paris (réunions mensuelles de très hauts fonctionnaires, en général à Bercy).

J'ai ensuite été envoyé un an par Bercy comme attaché commercial en Indonésie en 1998/99 pour négocier avec les autorités la poursuite de notre aide pendant la crise politique, financière, sociale, et les émeutes.

J'ai su aller sur le terrain voir les chantiers interrompus (**évaluer**), j'ai discuté avec le Trésor français qui voulait geler notre aide, les autorités locales qui préféraient de nouveaux projets prestigieux (**écouter**) et les entreprises qui auraient préféré plus de budgets. Nous avons conclu un bon accord pour finir au meilleur coût les chantiers en cours sur des bases inédites avec des sous-traitants locaux (**inventer**). Nous avons lancé un nouveau projet de contrôle aérien essentiel à la sécurité de survol du pays (**avancer**). Plus de 500 MF (80 MEUR) d'argent public ont été engagés.

L'Indonésie est le plus grand pays musulman du monde et ses dirigeants se battent courageusement pour passer sans drame d'un régime autoritaire et corrompu vers une société démocratique, multiculturelle et tolérante.

Plusieurs milliards de francs d'aide publique française avaient été consacrés à l'Indonésie sous le régime autoritaire de Suharto. La Banque Mondiale a officiellement estimé que jusqu'à 50% de l'aide à l'Indonésie de Suharto avaient été mal employés ou détournés.

Cet exemple très concret montre qu'il **n'y a pas de fatalité de l'immobilisme, de l'échec ou de la mauvaise gestion des fonds publics** si on veut évaluer, écouter, inventer et avancer.

3 approches sans tabou parmi d'autres pour sortir des impasses partisanes

Emploi précaire : ne pas entraver la liberté de choix. Je crois que l'emploi précaire subi n'est pas souhaitable. Mais je crois que l'interim et les « petits boulots » librement choisis sont une chance pour des jeunes et des célibataires,

pour changer sans crainte d'entreprise, de région, de métier, à un moment de la vie.

Train de vie de l'Etat : savoir pour réformer.

Je me souviens avoir été scandalisé que Jean Arthuis ne puisse, lorsqu'il était Ministre des Finances, obtenir la liste des 100 plus gros salaires de Bercy. Je crois qu'il faut une transparence absolue sur l'ensemble des dépenses de l'Etat et une tolérance zéro pour les abus. C'est l'argent des citoyens, rarement gagné en dormant, que l'on dépense.

Retraites : oser penser différemment. Je ne crois pas qu'on puisse maintenir les niveaux en répartissant les cotisations de moins de gens entre plus de retraités partant plus jeunes et vivant plus vieux. Je veux bien « inventer », pas affabuler. Regardons comment font les autres. On pourrait prendre le problème dans l'autre sens. Agir sur les besoins de retraités. Aider les actifs à devenir propriétaires y compris des HLM (pas de loyer à la retraite). Garantir une couverture médicale gratuite pour les retraités (pas de frais imprévisibles). Encourager la création de vrais emplois par la baisse des charges (pas besoin d'économiser pour aider les jeunes en cas de souci). Ce sont des axes de travail possibles.

Pour les reste, c'est vous qui me direz quoi faire. Individuellement par Internet ou via la mairie, collectivement via les associations ou les corps constitués. Et je vous rendrai compte tous les 6 mois des actions et des progrès.

Pour 31 000 francs nets par mois plus 30 000 francs d'indemnité « pour frais » plus 42 000 francs pour « rémunérer des collaborateurs » (normes de l'Assemblée Nationale), **je serai votre Député à temps complet, en prenant congé de mon entreprise. Pour ce prix, on vous doit plus que presser le bouton de vote selon les ordres du Parti.**

Renaud FAVIER, candidat libre

36 ans, Essec, Banquier après 10 ans pour l'Etat. Né en Rhône-Alpes, montagnard et parapentiste.

Candidat pour un contrat de 5 ans avec les citoyens de la 8^{ème} circonscription de Paris. Pour une majorité présidentielle ouverte et un Développement Démocratique Durable.

Internet <http://membres.lycos.fr/renaudfavier/>

Contact : renaud.favier@free.fr

Législatives Paris 2002 - Candidature de Renaud Favier

Vous avez été rassuré(e) que les gens descendent dans la rue et que Tokia Saïfi devienne Ministre. Vous avez senti un vent frais après le choc du 21 avril (même si vous pensez que le peuple dans la rue n'est pas plus une solution que le « Grand Soir ») et trouvé l'air plus léger dimanche 5 Mai.

Mais en 10 jours, quelques nuages ont un peu assombri ce petit printemps :

- ☐ Le jeu manouvrier a repris dans la vie des partis comme s'ils n'avaient rien entendu et ne voyaient aucun inconvénient à refaire le lit des extrêmes.
- ☐ La création à la hussarde de l'UMP rappelle le bon temps du centralisme démocratique cher à feu Georges Marchais : une certaine idée de la « France Ensemble » probablement.
- ☐ La présomption d'innocence a été invoquée pour justifier le maintien en fonctions d'un Ministre en examen : pourquoi pas, ce doit être une certaine idée de la « France en Grand ».

Vous espériez autre chose ?

Ma démarche peut vous intéresser.

Banquier de 36 ans, je me présente aux élections législatives à Paris 12^e où je vis depuis 1983 (12^{ème} = Bastille-Gare de Lyon-Nation-Bercy). Centre-droit parce que les frontières actuelles sont comme cela.

Ceci est ma 1^{ère} candidature politique. J'aurais préféré m'intégrer dans une démarche de refondation plus collective mais, faute de train pour la Réforme Citoyenne, j'y vais avec les moyens du bord.

Je suis candidat spontané parce qu'il y a des moments où l'on se dit que faire quelque chose est juste.

Je ne peux dévoiler ma profession de foi car la campagne officielle ne démarre que le 20.

Je peux néanmoins évoquer la logique de ce projet pour une Démocratie Durable.

- ☐ Je constate comme tout le monde que notre Démocratie manque d'air.
- ☐ Je crois que quelques élu(e)s de la société civile de moins de 40 ans ne nuiraient ni à la représentativité de l'Assemblée, ni à son dialogue avec les gens d'autour, d'avec, « d'en-bas ».
- ☐ Je crois que des représentant(e)s du privé apporteront des habitudes de gestion de l'argent public, de transparence, de coopération, et de dialogue étrangères à une Assemblée de rentiers de la politique.
- ☐ Formé à la gestion à l'Essec puis aux finances publiques à Bercy avant la banque, je considère l'Assemblée comme une sorte de « conseil d'administration » de l'Entreprise France. Chaque Parlementaire devrait apporter son expérience propre et exiger du Gouvernement des rapports d'étape financiers mais aussi sociaux, environnementaux et moraux.
- ☐ Ayant travaillé 6 ans au Brésil, au Mexique et en Indonésie, je sais comme c'est formidable de trouver la clef qui fait fonctionner les gens différents ensemble. Elle existe toujours.
- ☐ Mes amis me savent une éthique solide et une vision exigeante de la France dans l'Europe.
- ☐ Je préfère soutenir le Président au travers d'un contrat de confiance citoyenne plutôt que par un serment d'allégeance inconditionnelle. Soutien oui, mais autrement.

Que risquons-nous à essayer ?

L'Assemblée : pas grand chose, elle en a vu bien d'autres et l'image de la France à l'Etranger n'y perdrait pas nécessairement.

Les électeurs du 12^{ème} perdront un(e) excellent(e) Député(e). Le candidat UMP Jean de Gaulle, est solidement en place depuis plus de 15 ans ; la Verte/PS Maryse Ardit est porte-parole nationale des Verts.

Moi : de perdre 5 ans pour rien à un moment où l'on consolide normalement sa carrière professionnelle.

Mais si ça marche, nous aurons contribué, par « en bas », à un début de refondation citoyenne.

J'y crois parce qu'il y a 20 ans j'étais dans la rue pour soutenir un ouvrier polonais de Gdansk.
J'y crois parce que j'ai vu un petit homme seul secouer le monde depuis sa cellule d'Afrique du Sud.
J'y crois parce que ça doit bien être possible de trouver 1 000 électeurs par jour avec un bon vélo.

En pratique, ceci est-il possible ?

Oui. Autant que de créer dans un garage un micro-ordinateur qui a révolutionné le Monde grâce à des mangeurs de pommes différents (<http://www.apple.com/thinkdifferent>). Et en tout cas certainement plus en essayant qu'en renonçant d'avance ou en passant son temps à chercher toutes les bonnes raisons de ne pas agir.

Alors concrètement :

La circonscription compte 64 347 électeurs inscrits. Il faut 8 500 voix pour atteindre le second tour.

A en croire le 1^{er} tour présidentiel, notre quartier c'est grosso modo :

- 20 000 abstentionnistes dont certain(e)s pourraient trouver l'idée sympa
- un peu moins de 20 000 électeurs(trices) de gauche plurielle et très plurielle
- 20 000 électeurs(trices) qui penchent plutôt à droite dont une bonne moitié de RPR qu'il sera peut être un peu difficile de convaincre que de Gaulle est mort ;-)
- Le reste est réparti entre les extrêmes et les votes nuls (SVP les nuls, aidez moi)

Ce n'est donc pas si compliqué, il suffit de mobiliser une partie des abstentionnistes du 1^{er} tour présidentiel qui ont retrouvé le chemin des bureaux de vote pour le second (ça doit faire un bon 5 000). Et la moitié des bulletins blancs ou nuls (un petit millier), ces déçu(e)s de la politique qui refusent les extrêmes. Comment faire ? En les trouvant par les voies que ne trouvent pas les politiciens classiques, par vous, par Internet, par le bouche à oreille, dans les parcs, dans les cafés, sur la coulée verte (ma photo de campagne). En jouant à David contre Goliath avec astuce. En rencontrant les gens partout pendant 15 jours. C'est impossible, ça ?

Alors si 5 ou 6 000 voix reviennent dans le jeu démocratique parce que je propose d'ouvrir un peu les fenêtres de l'Assemblée (vous avez remarqué que ce sont toujours les gens qui transpirent debout qui ouvrent les fenêtres dans le RER, jamais ceux qui sont tranquillement assis ? Et que c'est toujours un gars au bord de l'évanouissement qui le fait ? Pourquoi ne pas ouvrir tranquillement avant que tout le monde suffoque ?) il suffira de 2 ou 3 000 électeurs parmi les 20 ou 30 000 qui ne vivent pas le scrutin électoral comme une guerre de religion. 10% de gens comme vous et moi. Et je n'arriverais pas à en convaincre un(e) sur 10 en me bougeant un peu ?

Oui, c'est possible. Difficile, improbable, mais possible. Et au 2^{ème} tour, tout peut arriver.

C'est possible si je parviens à gagner une notoriété et une crédibilité publique qui sont nulles à ce stade malgré 20 seconde de figuration sur TFI et autant sur FR3. **C'est possible si vous m'aidez en renvoyant ce papier tous azimuts sur Internet et en disant ce que vous pensez de moi à vos ami(e)s, vos relations. Leur lieu de résidence est sans importance, la chaîne de mail finira bien par passer par le 12^{ème}. C'est encore plus possible si vous prenez 5 minutes à vous demander si vous ne connaîtriez pas quelqu'un(e) à contacter dans le 12^{ème}, à la Bastille, à Bercy, à la Gare de Lyon, à la Nation, Avenue Daumesnil, Boulevard Diderot, Près du Bois de Vincennes ou de la Coulée Verte... Ou un(e) journaliste que ça pourrait amuser de faire un papier sur un candidat un peu différent. Et si vous imprimez quelques exemplaires du fichier (en couleur si possible) pour faxer et faire circuler.**

Mais surtout en me disant ce que vous en pensez. En m'aidant à enrichir le projet (méthode de travail et attentes de fond). En me soufflant vos idées pratiques sur l'organisation de campagne. Vos bonnes idées (qui donc m'a dit qu'il allait parler de moi sur son propre répondeur téléphonique ?). C'est bulletin par bulletin que cette campagne peut se gagner. Comme un Everest à escalader pas à pas, chacun étant déjà une petite victoire.

N'attendez pas demain, faites le maintenant s'il vous plaît.

Mon site Internet ouvre le 20 Mai à minuit (date légale) et je vous en indiquerai bientôt les coordonnées, mais j'espère que les relais d'e-mail auront entretemps permis de créer une dynamique de sympathie pour le projet (vous vous souvenez des Bleus en 98 : qui croyait au départ à « I will survive » ?...).

Mes excuses par avance si je vous lis ou écoute mais ne réponds pas vite car cette aventure d'une petite équipe (merci particulier à Isabelle, Kenza et Sebastian) est plutôt prenante et ça ne va pas s'arranger.

Coup de chance : Passages (éclairs et discrets, certes...) sur **TFI midi le 13 et dans le 19-20 de FR3**

Sujet : « **Comment se présenter aux législatives** », film du tirage au sort des emplacements d'affichage (n°2, c'est bien, comme ça je n'aurai pas à déménager pour le second tour ;-)) à la Préfecture de Paris. Ce jeune si sympathique en costume gris clair, c'était moi. Un bon présage en tout cas.

Cordialement, Renaud.Favier@Free.fr , **J'attends vos messages au 06 81 36 02 68.**

La multiplication des Partis :

Sursaut citoyen ou Politique-Business ? (RF 28/05/02)

Le financement de la campagne

Des règles précises pour un jeu équitable

Les moyens de propagande autorisés pour les élections législatives sont définis dans le code électoral consultable sur le site Internet de l'Assemblée Nationale et dans le "Mémento à l'usage des candidats" remis lors du dépôt de candidature.

Le (la) candidat(e) doit fournir aux autorités :

- ❑ les bulletins de vote (en 2 ex. par électeur inscrit plus une marge de sécurité de 20%)
- ❑ une circulaire A4 (en 1ex. par électeur inscrit plus sécurité de 5%), dite "Profession de Foi"

Ces documents sont envoyés aux électeurs et aux bureaux de vote par les pouvoirs publics.

Le (la) candidat(e) doit par ailleurs :

- ❑ poser une ou deux affiches par panneau électoral officiel obligatoire.
- ❑ poser une deux affichettes annonçant ses réunions électorales, sur les panneaux officiels.

Tout le reste est illégal (art. L.165) et peut être puni d'une amende de 3750 Euros et d'emprisonnement (Art. L.168). L'affichage sauvage (càd tout autre que l'affiche officielle sur panneau officiel) est illégal (Art L.90) et justiciable d'une amende de 9000 Euros.

Sont donc illégaux : l'impression et l'usage de tout tract autre que la "Profession de Foi" (par exemple les tracts ou bulletins distribués sur les marchés ; les pseudo "magazines de l'arrondissement" envoyés gratuitement avec un prix fictif sur la couverture pour contourner la Loi ; l'affichage sauvage ; la publicité commerciale par voie de presse ou tout moyen de communication audiovisuelle ; les n° d'appel téléphonique gratuits...

Sont "tolérés" la distribution de la Profession de Foi et un usage d'Internet "raisonnable", plus par flou juridique que par volonté délibérée du législateur d'autoriser sur Internet ce qui est interdit ailleurs.

C'est la loi, on peut vouloir l'amender mais tant qu'elle est en vigueur, il est troublant que des candidats ou députés en place à l'Assemblée Législative l'ignorent ou s'en estiment dispensés.

Sur ces bases légales, le remboursement des frais de propagande électorales pour les candidats ayant obtenu plus de 5% des suffrages porte donc sur des montants modestes. Ces dépenses et les autres frais de campagne légaux sont plafonnés et font l'objet d'un compte de campagne qui doit être visé par un expert comptable.

Les coûts de campagne varient selon les lieux (essence pour les déplacements en province) mais je crois qu'il n'est pas neutre du tout de dépenser son propre argent ou de gaspiller celui des autres. On peut faire mieux avec moins.

J'ai budgeté 6 000 Euros pour la circonscription la plus nombreuse de Paris et engagé au 28 Mai :

- ❑ 883 Euros pour les bulletins de vote
- ❑ 3 230 Euros pour la Profession de Foi
- ❑ 1 150 Euros pour les affiches dont 400 Euros pour la photo et les frais de composition
- ❑ 61,55 Euros pour le matériel de collage
- ❑ 100 Euros pour la livraison des documents
- ❑ 0 Euro pour tout le reste puisque j'ai :
 - écrit et mis en forme ma Profession de Foi
 - fait l'affiche avec une amie graphiste
 - fait moi-même mon site Internet
 - globalement fait mieux avec moins

Ayant choisi d'autofinancer ma campagne, j'ai évité les excès et ne prévois plus de dépenses pour le 1^{er} tour. On peut d'ailleurs dépenser encore moins. Avec des formats réduits, du noir et blanc, un prix de gros (commande globale d'un groupement) ou en imprimant en province, 3000 Euros suffisent (1 tour).

20 ou 30 Partis candidats : Respiration civique ou main basse sur la Démocratie ?

Un groupement présentant 50 candidats recevra quoi qu'il arrive 1,66 Euro par an et par voix obtenue pendant les 5 ans de la législature. Un électeur vaut donc $1,66 \times 5 = 8,3$ Euros. 361 électeurs suffisent à rembourser une campagne de 3000 Euros.

Considérant un coût moyen de campagne de 5000 Euros pour un groupement modeste, on voit qu'une micro-formation qui présenterait 50 candidat et obtiendrait 1000 voix par candidat (environ 2% des votes) gagnerait $415000 - 250000 = 165\ 000$ Euros. Avec 250 candidats et 2000 voix en moyenne (<4%), ce sont $4150000 - 1250000 = 2\ 900\ 000$ Euros (19 Millions de Francs) que récoltera un groupuscule habile, même sans la moindre intention de participer à la vie démocratique. On comprend la floraison de partis et comment certains louent le Zénith pour 300 personnes. L'argent des autres se dépense si facilement.

Ce serait bien qu'un journal estime les bénéfices à venir des partis. Cela éclairerait les électeurs et montrerait que ce ne sont pas quelques candidats indépendants qui fragilisent notre Démocratie, mais des formations prédatrices et l'incapacité du système à se réformer.

Renaud FAVIER, candidat libre

36 ans, Essec, Banquier après 10 ans pour l'Etat. Né en Rhône-Alpes, montagnard et parapentiste.

Candidat pour un contrat de 5 ans avec les citoyens de la 8^{ème} circonscription de Paris. Pour une majorité présidentielle ouverte et un Développement Démocratique Durable.

Internet <http://membres.lycos.fr/renaudfavier/>

Contact : renaud.favier@free.fr

La publicité en politique : (RF 28/05/02)

Dérive de la politique-(show)business ou vraie idée ?

Lever le tabou de la pub politique Séguéla n'aurait-il pas une vraie idée ?

Jacques Séguéla, un de nos plus grands "pubeux" vient de publier dans Libération (27 Mai, p.9) un long plaidoyer pour une évolution de la législation permettant la communication politique.

Ma première réaction a été "il a encore fait une overdose d'auto-bronzant".

Ce type qui nous a mystifié avec la campagne "Génération Mitterrand" en nous faisant croire que Mitterrand était le grand timonier d'une génération morale. Ce gars qui a inventé "Tonton ne nous quitte pas" pour un Président qui a incubé Le Pen et laissé se développer les "affaires". Ce publicitaire qui était derrière la campagne calamiteuse de Jospin. Ce patron mégalomane d'une boîte de pub pour laquelle les temps sont durs.

Je me suis dit "Au mieux il nous fait un coup d'auto-publicité personnelle. Au pire il surfe sur le malaise politique pour regonfler le plan de charge de sa boîte".

Mais j'ai lu l'article, d'ailleurs cosigné par d'autres grands pro de la com. En gros, Séguéla nous dit :

1. que le système actuel a conduit à un désintérêt pour le débat politique (abstention, vote protestataire) qui n'est pas dans sain pour la Démocratie. *Ce n'est pas si faux. Communiquer une fois tous les 5 ans par des affichages sauvages et des invectives publiques entre politiciens professionnels qui vivent leur "métier" comme une guerre de religion, censurer le débat démocratique par un calcul politicien incroyablement accepté par les milieux intellectuels, faire intervenir clandestinement les professionnels de la com et donner ainsi l'impression aux citoyens qu'on les manipule, tout ceci est en effet assez démotivant pour les "gens".*
2. que la com est le (seul) moyen de toucher une jeune génération qui ignore les médias d'information (TV, journaux généralistes) mais se sent concernée, "motivée". *C'est bien possible, en tout cas ce ne sont ni les meetings traditionnels, ni les tracts ringards ou slogans du siècle dernier, encore moins les spots officiels de campagne (au 2nd degré, on peut en trouver de drôles) qui vont raviver la passion citoyenne chez les jeunes.*
3. que la manipulation des médias par les politiciens, la relation bizarre entre les journalistes et le monde politique sont peut-être plus pervers qu'une communication ouverte traitant le citoyen en adulte. *Quand on se souvient que le "microcosme" parisien savait que Mitterrand avait une double vie depuis des années et a jugé de son devoir collectif de taire la vérité, de ne pas informer le citoyen trop immature pour comprendre, on se dit que Seguela met le doigt sur quelque chose.*
4. que le prêt à penser convenu sur la nocivité de la communication en politique est sinon un tissu d'âneries, du moins la traduction d'un conformisme pratique pour un monde de clones qui vit bien sa petite vie en circuit fermé et ne veut surtout pas qu'on allume la lumière. *C'est assez convaincant, les tabous sont rarement des moyens de progresser et l'autisme du monde politique ne fait plus guère de doute.*

5. enfin que si un pas important a été accompli avec la loi sur le financement des partis (ndlr : qui met fin aux systèmes de fausses factures et autres "affaires" dont nos responsables politiques actuels pourtant tous impliqués semblent avoir oublié jusqu'au souvenir du souvenir, dont acte, l'amnésie est cousine de l'amnistie), la respiration démocratique impose de réfléchir à comment faire encore mieux. *Il a raison, la loi doit écouter le monde qui bouge pour orienter le changement, faute de quoi elle aura toujours un temps de retard, comme aujourd'hui où la meilleure intention du monde (moraliser le financement) se traduit par la multiplication de petits partis prédateurs sans souci démocratique qui ont compris comment tourner la loi à leur profit (cf fiche PolitiqueBusiness).*

Le concept, c'est le marketing corporate La communication intractive, c'est Internet

Bien sûr Séguéla veut vendre sa soupe et il est du genre avec lequel il vaut mieux manger avec une longue cuillère, ne serait-ce que parce qu'il est redoutablement malin. Mais bon sang ! Il est sur une bonne voie.

Lever le tabou de la publicité politique, ce serait autoriser le monde politique à faire ce que font les entreprises citoyennes : afficher des valeurs dans la durée, respecter les "clients", les employés, les concurrents par un dialogue adulte et non pas invectiver et s'insulter réciproquement par presse interposée, dire ce qu'on fait, être transparent. C'est la communication "corporate" ouverte au monde entier, pas la réclame nationale du siècle dernier.

Et le bon média, c'est peut être un peu la TV, mais c'est surtout beaucoup Internet, comme pour les entreprises qui mettent en ligne leur états financiers, leurs rapports sociaux, leurs organigrammes, leurs projets à long terme et leur actualité quotidienne, avec des question-réponse, des "mailto". *Cela ne coûte presque rien, cette communication est autant à usage interne qu'externe et c'est interactif puisque l'Internet permet par essence le dialogue permanent que demandent les citoyens.* C'est une communication adulte, sereine.

Evidemment, je suis candidat aux législatives et bien qu'indépendant sans parti, je suis suspect de vouloir surfer sur l'actualité comme tout le monde politique.

Mais si vous allez voir ma profession de foi imprimée jeudi 23 et mise sur mon site Internet pendant le week-end du 25, vous comprendrez mieux pourquoi j'accepte de penser sans faire de procès d'intention et pourquoi malgré ma suspicion initiale je me dis : *"évalue la situation sans tabou, écoute Séguéla, invente la loi qui fera avancer la politique et aidera au développement démocratique durable, et recommence parce que la vie est mouvement avant d'être communication".*

Renaud FAVIER, candidat libre

36 ans, Essec, Banquier après 10 ans pour l'Etat. Né en Rhône-Alpes, montagnard et parapentiste.

Candidat pour un contrat de 5 ans avec les citoyens de la 8^{ème} circonscription de Paris. Pour une majorité présidentielle ouverte et un Développement Démocratique Durable.

Internet <http://membres.lycos.fr/renaudfavier/>

Contact : renaud.favier@free.fr

La 8^{ème} circonscription de Paris (12^{ème} Ardt) (RF 29/05/02)

Rien ne va plus mais ... les jeux ne sont pas faits !

La droite "classique"

Le combat des Chefs ou Astérix en Corse ?

La rivalité à droite entre l'équipe du député Jean de Gaulle et celle de l'ancien maire, Jean-François Pernin a permis à la gauche d'emporter la mairie. Ceci après plus d'un an de paralysie municipale due à l'absence de dialogue entre les 3 clans (De Gaulle, Bechter-Pernin et le PS).

Jean de Gaulle (UMP) est de nouveau confronté au duo Bechter (RPR)-Pernin soutenu par l'UDF. Voir [l'article du Parisien du 29 Mai](#), pas vraiment flatteur.

En tout cas, les colleurs d'affiche de Bechter sont sympas, matinaux et respectueux de la loi puisqu'ils ne pratiquent pas l'affichage sauvage que l'art. L.90 du code électoral punit normalement d'une amende de 9000 Euros, cf ma fiche du 28 Mai sur la ["Loi Electorale"](#).

Le code électoral semble moins bien connu des équipes du député sortant, mais gageons qu'il y mettra bon ordre s'il passe dans l'arrondissement avant le 9 juin.

La gauche "plurielle"

Parachutages et Marchandages = Dommage

La gauche parviendra-t-elle de nouveau à profiter de ces divisions ? Si elle y croyait vraiment, elle aurait probablement misé sur la jeune élue locale PS Sandrine Mazetier plutôt que de parachuter la Verte Maryse Arditi, porte-parole nationale des Verts et femme de très grande intégrité ayant milité pour de justes causes depuis les années 60 mais sans attache locale. Cf extrait de [l'article du Parisien du 29 Mai](#) : "... Les socialistes et les Verts ont beau avoir passé un accord, sur le terrain le parachutage ... au détriment de l'élue locale socialiste ... fait grincer des dents. Les militants socialistes ont déserté ... pour aller supporter Patrick Bloche, à côté, sur la 7^e circonscription, et Sandrine Mazetier, réduite au rang de suppléante, n'assure que le service minimum pour la campagne...". La gauche ne peut même pas compter sur la campagne TV nationale des Verts puisque ces derniers ont négligé le dépôt de leur dossier au CSA, probablement trop occupés aux négociations d'investitures et de parachutages avec le PS (Noël Mamère ajoute cruellement : "...Les Verts sont encore un peu bordéliques...").

Ceci dit, l'affiche des Verts est jolie et je suis content d'être en bonne compagnie d'un côté des panneaux électoraux.

21 autres Partis

Débat citoyen ou hold-up sur la démocratie ?

Si vous lisez ces mots, nous nous sommes probablement rencontrés et je vous ai dit que je trouvais comme vous que 25 candidats pour 64 347 électeurs, c'est beaucoup.

Et un peu troublant pour les électeurs puisqu'à 10 jours du scrutin, seuls 7 ou 8 de ces 21 candidats ont seulement collé leurs affiches. Peut-être expliqueront-ils leur démarche lors de réunions publiques. Ou peut-être se satisferont-ils des votes que la notoriété nationale de leur groupe ou parti leur apportera presque automatiquement.

Je n'aime ni les procès d'intention, ni les sous-entendus, mais je crois que si l'on se présente avec peu de chance de gagner et qu'on fait campagne en organisant des réunions en dehors du 12^{ème} arrondissement avec une personnalité médiatique, on peut être suspecté d'être utilisé comme pompe à finances par un parti ou un groupe dont l'objectif n'est pas nécessairement de participer

durablement à la vie démocratique locale ou nationale en dehors d'une élection tous les 5 ans. Cf [ma fiche du 28 Mai sur la politique business](#) ou n'importe lequel des articles de journaux parus sur le sujet cette semaine.

J'espère que la majorité de ces 21 candidats se présentent pour faire connaître leurs idées dans la circonscription et feront une vraie campagne d'information et d'explication.

Un candidat libre

Parce que je crois à une démocratie de responsabilité

Si vous lisez ces lignes, nous nous sommes certainement rencontrés dans le quartier et vous savez que c'est ma première candidature, que je vis rue Taine depuis 10 ans et dans le 12^{ème} depuis 20 ans, que je ne suis pas un professionnel de la politique mais un citoyen concerné. Et que je crois que la France a besoin, de gens frais et d'idées nouvelles, de représentants libres des clivages politiques d'arrière-garde, des calculs partisans et des idées fixes du siècle passé. Cf profession de foi ([P1](#), [P2](#)).

Et vous savez que je fais une campagne de terrain, parfois à des heures saugrenues, parce que je crois qu'on doit aux citoyens de leur dire qui on est, pourquoi on se présente et ce à quoi on croit quand on leur demande leur voix. Et que pour moi, respecter les gens et la démocratie, c'est aussi vous écouter, soit dans le quartier, soit via Internet sur lequel je reçois beaucoup de messages, parfois de simple encouragement, parfois de critique, souvent de questions. Je réponds aussi vite que possible (24h par jour seulement) et je mets sur mon site Internet certaines copies de nos échanges lorsqu'ils traitent de questions souvent posées ou particulièrement importantes.

Et vous savez que je veux être votre député pour vous représenter et vous écouter pendant 5 ans, parce que sais qu'on peut faire plus et mieux qu'appuyer sur le bouton du vote UMP et qu'entre une municipalité de gauche et un gouvernement probablement de droite, il vaudra sûrement mieux avoir un député de dialogue qu'un partisan dogmatique d'un bord ou de l'autre.

Renaud FAVIER, candidat libre

36 ans, Essec, Banquier après 10 ans pour l'Etat. Né en Rhône-Alpes, montagnard et parapentiste.

Candidat pour un contrat de 5 ans avec les citoyens de la 8^{ème} circonscription de Paris. Pour une majorité présidentielle ouverte et un Développement Démocratique Durable.

Internet <http://membres.lycos.fr/renaudfavier/>

Contact : renaud.favier@free.fr

Les 25 candidats (ordre officiel de la Préfecture) :

Pierre Legaud (FN) ; [Renaud Favier](#) ; Maryse Arditi (Verts/PS) ; Marie-Paule Lemonnier (PT) ; Jean de Gaulle (UMP) ; Pascale Perrier (Sega) ; Eliane Dumont (MNR) ; André Fages (Neco) ; Marie-Christine Phillips (MPF) ; Jean-Baptiste Dufourcq (Prep) ; Michèle Camous (PC) ; Thérèse Guenegan (CAP 21) ; Michel Turmel (LO) ; Nicolas Cherrier (GE) ; Henri Schwebel (ED) ; Alain Picaud (PF) ; Jean-Pierre Planchet (CNIIP) ; Alain Marois (IR) ; Véronique Robert (MEI) ; François Dutemple (CPNT) ; Stéphanie Chauvin (LCR) ; Maria Matis (RND) ; Sonora Sanchez-Ventura (RPF) ; Antoine Reveilleau (GIP DA) ; Jean-Pierre Bechter (RPR).